



Des arguments en faveur des négociations plurilatérales

La reprise des négociations à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) a été lente et a recommencé avec diverses discussions de haut niveau sur la manière de gérer les enjeux restants du Programme de Doha pour le développement (PDD).

Cette semaine, plusieurs joueurs clés de l'OMC continueront leur remue-ménages sur la marche à suivre au niveau des ambassadeurs. Certains, comme les représentants de l'Argentine, du Japon, de la Nouvelle-Zélande et des États-Unis, sont prêts à se rencontrer à Genève pour discuter du processus, selon diverses sources.

La marche à suivre pour le reste du PDD n'est toujours pas claire, puisque les Membres persistent dans leur désaccord quant à savoir si les pourparlers devraient se poursuivre en vertu du mandat de Doha ou, comme le préconisent les États-Unis, s'ils devraient être abordés en vertu d'un nouveau cadre d'action qui explore de nouvelles approches, telles que les accords plurilatéraux.

Certains Membres sont déjà engagés dans diverses négociations plurilatérales qui se déroulent présentement à Genève. L'Accord sur le commerce des services (ACS) et l'Accord sur les biens environnementaux (ABE) sont deux des plus importantes négociations plurilatérales tenues à Genève que les Membres souhaitent conclure cette année. Les Membres engagés dans ces négociations plurilatérales prévoient faire avancer les pourparlers en incluant leurs ministres du Commerce afin qu'ils prennent des décisions politiques en marge des réunions internationales telles que l'OCDE, le G-20 et les conférences ministrielles de l'APEC.

L'Accord sur les technologies de l'information (ATI) conclu l'an dernier à Nairobi a insufflé un nouvel élan aux ententes plurilatérales, desquelles certains Membres comme les États-Unis prévoient tirer profit. Ce nouveau cadre d'action a redonné de l'énergie à l'OMC et offre une voie à suivre pour les futures négociations à l'OMC, a indiqué Michael Froman, le représentant pour le commerce des États-Unis.

Les subventions pour la pêche font partie des secteurs qui pourraient tirer profit d'une approche plurilatérale. À Nairobi, les Membres n'ont réussi à parvenir à un accord sur aucun des enjeux relatifs aux « règles », qui incluent – en plus des subventions pour la pêche – l'antidumping et les subventions/mesures compensatoires ainsi que les dispositions de l'OMC relatives aux accords commerciaux régionaux (ACR).

Lors de la réunion du 22 mars du groupe de négociation sur les règles, de nombreuses délégations, dont l'Australie, le Canada, le Mexique, la Nouvelle-Zélande et le Pérou, ont souligné l'importance des négociations sur les subventions pour la pêche et leur déception face à l'incapacité continue de conclure un accord, malgré le vaste appui démontré à l'égard de nouvelles mesures dans ce secteur, a indiqué une source informée.

Certaines délégations ont rappelé que le mandat visant un résultat concernant les subventions pour la pêche était clairement énoncé parmi les nouveaux « objectifs de développement durable » des Nations Unies, et ont ainsi demandé qu'un accord soit conclu avant la prochaine conférence ministérielle de l'OMC (CM11), qui aura lieu en 2017.

La majorité des Membres, incluant les économies émergentes comme la Chine, l'Inde et l'Afrique du Sud, se sont entendus sur l'importance de parvenir à un résultat concernant la pêche, bien que certains aient

mentionné le besoin d'atteindre des résultats dans tous les secteurs de négociations sur les règles, dont le traitement spécial et différencié des pays en développement.

L'UE a demandé aux Membres qui avaient montré une volonté d'aller de l'avant avec les règles après la conférence ministérielle de Nairobi d'honorer leur promesse.

À Nairobi, un groupe de pays a signé une déclaration ministérielle demandant d'interdire les subventions pour la pêche qui nuisent aux stocks de poissons victimes de surpêche ainsi que les subventions aux

navires menant des activités de pêche illégale, non déclarée et non réglementée.

Les États-Unis, entre-temps, ont rappelé aux Membres les discussions intenses qui avaient eu lieu avant et à Nairobi, pressant les délégués d'éviter de reprendre les négociations en utilisant les formats ayant mené à l'impasse.

Les règles sont un exemple de secteur où de nouvelles idées, plutôt que des mandats ratés et des liens destructeurs, sont nécessaires, ont indiqué les États-Unis lors de la réunion, ajoutant qu'il est difficile de croire que d'autres négociations actives menées dans le format de groupe actuel pourraient régler les divisions profondes dans ce secteur.

Genève en bref est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.

Pour obtenir de plus amples renseignements ou formuler des observations, veuillez visiter : www.producteurslaitiers.ca, www.poulet.ca, www.lesoeufs.ca, www.leseleveursdedindonducanada.ca, www.chep-poic.ca.

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Canada, ISSN 1496-9254

